

Edito

Dérive raciste et militariste

Yeshayahou Leibowitz, dans son ouvrage « *Israël et judaïsme. Ma part de vérité* » (1993), écrivait : « (...) il faut souligner que la barbarisation de la conscience révèle la mentalité générale qui domine notre monde, et nous n'en sommes pas nous-mêmes dépourvus. En témoigne, chez nous, (en Israël) l'absence de réaction du public devant les meurtres d'enfants arabes par des forces armées, régulières et irrégulières, juives. Nous n'avons pas construit, et nous ne construirons pas, de camp d'extermination, mais la mentalité qui rend possible leur édification existe chez nous aussi. Quand la nation (dans le langage nazi, « la race ») et la puissance de l'État sont érigées en valeurs suprêmes, il n'existe plus aucun frein aux actes des hommes ».

Nous nous sommes mobilisés à chaque fois que l'extrême droite raciste a été intégrée aux gouvernements occidentaux en Autriche et en Italie ou que les majorités régionales n'ont été possibles, en France à cinq reprises, que grâce à l'alliance entre la droite « démocratique » et le FN.

Sans parler de la présence du FN au second tour de l'élection présidentielle de 2002.

Et nous resterions muets devant la dérive raciste et militariste qui semble happer inexorablement l'État d'Israël et contre laquelle Y. Leibowitz nous mettait en garde dès 1987 !

Les dernières élections ont donné 15 sièges (sur 120) au parti raciste de M. A. Liebermann (qui porte bien mal son nom !). *Israël Beitenou*, autrement dit « *Israël est notre maison* » (Ça résonne comme notre bon vieux « *Ministère de l'Intégration et de l'Identité Nationale* ») ose remettre en question la citoyenneté du député arabe à la Knesset, Jamal Zahalka, dont les arrière-arrière-grands-parents vivaient déjà dans ce pays quand ceux de Liebermann ne savaient même pas s'il existait ou s'il n'était rien d'autre qu'un mythe biblique. Le « notre » de Liebermann est réservé évidemment aux juifs uniquement.

Dr Georges Yoram Federmann et Jean-Claude Meyer, Strasbourg
*Paru le 7 mars 2009 dans le Courrier des lecteurs
des Dernières Nouvelles d'Alsace*

SOMMAIRE

p.1 Edito

p.2 Résolution politique
du Bureau national sur
Gaza

p.3 Bataclan pour un
massacre ?

p.4 Actualité du boycott

p.5 - Le 4-5/04 tous
contre l'OTAN
- Gaza décembre 2008-
janvier 2009

p.6-7
« *David et Goliath* »
par Shlomo Sand

p.8 Qui sommes nous ?

UJFP expression

Une fois de plus, Gaza étranglé, Gaza affamé

La trêve durait à Gaza depuis le 19 juin.

L'armée israélienne l'a délibérément rompue le 15 novembre. En quelques heures, la bande de Gaza a été privée d'électricité, de nourriture, de médicaments. Les 7 points de passage frontaliers ont été fermés. Les 750000 réfugiés qui dépendent quotidiennement de l'aide de l'UNRWA sont menacés de famine car cette aide n'arrive plus.

Les bornes sont franchies. Assez !

Assiéger et affamer une population, c'est un crime contre l'humanité. Assassiner sans jugement un être humain en qualifiant ce crime d'exécution ciblée extrajudiciaire est proscrit. L'armée israélienne vient d'assassiner 11 civils. Leur nombre s'ajoute aux milliers « d'assassinats ciblés » qui sont autant de crimes de guerre commis en toute impunité depuis plusieurs années.

Le droit international proscrit toute idée de « punition collective ». Le siège de Gaza a plongé la population dans le dénuement le plus total : 80% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour.

L'UJFP salue les 27 militant-e-s internationaux (parmi lesquel-le-s des élu-e-s, des Palestinien-ne-s, des Israélien-ne-s ...) qui ont brisé 3 fois le siège en envoyant des bateaux à Gaza. Le Dignity a livré une demi-tonne de médicaments de première nécessité

Si des personnes peuvent briser le blocus de Gaza, on imagine ce que la communauté internationale, avec ses moyens financiers, économiques, militaires, maritimes, aériens et terrestres, pourrait faire pour peu qu'elle ait la volonté qui lui fait défaut. Son abstention volontaire et son silence assourdissant la rendent complice de ces crimes.

L'Union Juive Française pour la Paix rappelle que le crime contre Gaza est rendu possible par l'absence d'intervention, le silence et la complicité des Etats-Unis et de l'Union Européenne. Ceux-ci ne pardonnent pas au peuple palestinien sa résistance et son vote démocratique. Pourtant, interrogé par la journaliste israélienne Amira Hass, le dirigeant du Hamas dans la bande de Gaza Ismail Haniyeh a déclaré que « son gouvernement était disposé à accepter un Etat palestinien au côté d'Israël dans les frontières de 1967 ».

L'UJFP demande que des sanctions immédiates soient appliquées contre l'Etat d'Israël qui viole quotidiennement le droit international et contre les Etats membres de la communauté internationale qui ne respectent pas leurs obligations au regard des normes de la 4e Convention de Genève.

L'UJFP exige l'arrêt immédiat du siège de Gaza.

UJFP expression

Bataclan pour un massacre ?

Plus de 1300 morts, plus de 5000 blessés, nous n'allons pas répéter le nombre d'enfants frappés par des bombes au phosphore, le nombre de maisons détruites,...

Jamais depuis 60 ans la politique d'expansion israélienne faite de crimes et d'exactions n'était autant apparue aux yeux du monde entier dans sa cruauté et sa folle fuite en avant.

Toutes les personnes un tant soit peu attachées à la défense des droits humains s'interrogent sur la façon de poursuivre pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité les responsables du carnage perpétré.

C'est le moment choisi par certains pour tenter de renouveler l'initiative d'un concert de soutien à la police aux frontières israélienne, au Bataclan ou ailleurs, avec participation de militaires israéliens.

Ils veulent en faire une manifestation communautaire, où tout juif devrait être fier de l'armée de cet Etat prétendant être celui de tous les juifs.

Alors que le Préfet des Alpes Maritimes vient d'interdire une manifestation de soutien à la population de Gaza, le Préfet de police de Paris autoriserait le 21 janvier une collecte de fonds festive pour l'armée étrangère qui vient de s'illustrer ainsi !

Un tel « gala » relève de la complicité de crime de guerre. L'Union Juive Française pour la Paix est partie prenante de la demande faite au gouvernement d'interdire cette provocation et nous nous réservons la possibilité de poursuivre ses organisateurs.

Bureau national de l'UJFP,
20 janvier 2009

Annulation du salon du tourisme israélien à Paris.

L'annonce de cette manifestation a donné lieu à de nombreuses protestations, dont celle de l'UJFP qui s'est adressé en ces termes au gouvernement :

« (...)Nous apprenons que le Grand Hotel International accueillerait un salon du tourisme israélien à partir du jeudi 15 janvier prochain. Nous avons cru dans un premier temps à une mauvaise plaisanterie.

Mais force est de constater que cela est officiellement annoncé.

Au delà même de l'action terroriste que mène l'Etat israélien en ce moment même dans la bande de Gaza, carnage qui a déjà fait près de mille morts et plusieurs milliers de blessés, sans parler du niveau de destruction des maisons et des infrastructures, la façon dont cet Etat en violation des conventions internationales comme des résolutions de l'ONU poursuit la colonisation de la Cisjordanie, construit un mur d'apartheid, expulse de Jérusalem sa population, rend insupportable l'idée qu'au coeur de Paris un organisme officiel israélien vienne vanter les beautés touristiques de ce pays.

Nous avons entendu les appels officiels à ne pas importer en France le conflit du Moyen-Orient.

Autoriser ce salon, c'est autoriser l'importation des humiliations que l'Etat israélien fait quotidiennement subir à la population palestinienne.

Vous prendriez une grave responsabilité en ne faisant pas annuler cette manifestation.

L'Union Juive Française pour la Paix ne serait pas la seule organisation à appeler les parisiens à dénoncer cette pure provocation.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, à notre indéfectible attachement à la défense des droits humains. »

Officiellement, c'est la direction de l'hôtel qui a renoncé à accueillir le salon.

Actualité du BDS

La mobilisation autour du boycott, désinvestissement, sanctions s'étend

Les producteurs de fruits israéliens font état de ralentissements, voire même de boycott depuis le début des opérations militaires israéliennes dans la Bande de Gaza. Beaucoup d'agriculteurs ont leurs produits stockés dans les entrepôts et craignent une forte diminution des exportations de fruits vers des pays comme la Jordanie, la Grande Bretagne, et les pays scandinaves.

"Nous exportons des kakis, et à cause de cette guerre, de nombreux distributeurs ont annulé les commandes » affirme Giora Almagor au quotidien israélien Ynet. Almagor affirme qu'un nombre important d'annulations est venu de Jordanie. "Le produit reste emballé dans des entrepôts, et cela nous occasionne des pertes massives", affirme-t-elle. "Plus le fruit reste stocké, plus la qualité diminue. Nous devons aussi payer pour le refroidissement de la marchandise qui a déjà été expédiée, et le coût est considérable », a-t-elle ajouté. Ilan Eshel, directeur de l'Organisation des producteurs de fruits d'Israël, a déclaré que les pays scandinaves ont également annulé de nombreuses commandes. «C'est surtout la Suède, la Norvège et le Danemark", explique-t-il. "En Scandinavie, la tendance est générale ». ce n'est pas la seule action à avoir porté ses fruits...

En effet, le conseil municipal de Stockholm a annoncé que la compagnie française Veolia, qui était l'actuel opérateur du métro depuis 10 ans, a perdu le contrat en faveur de la société MTR. Le contrat pour les 8 prochaines années a une valeur de 3,5 milliards d'euros et était le plus important appel d'offre public en cours en Europe. Bien que l'autorité des transports publics municipaux se soit assurée que la décision était basée sur des facteurs commerciaux, le débat à propos de l'implication de Véolia dans un projet controversé de tramway à Jérusalem (le Jerusalem light railway) a été intense dans les médias suédois. Le tramway qui connecte la Jérusalem Ouest israélienne avec des colonies israéliennes illégales dans les territoires palestiniens occupés a déclenché des discussions sur la politique d'éthique de Véolia. Des protestations publiques contre Véolia ont attiré l'attention sur le dilemme d'être un opérateur de service public quand en même temps on est impliqué dans des activités politiquement controversées. Jusqu'à la veille de la décision le conseil municipal a reçu des listes avec des milliers de signatures de gens exigeant que le conseil municipal choisisse un opérateur qui ne soit pas associé à des violations du droit international humanitaire.

D'autre part, pour la première fois, des professeurs américains appellent à un boycott académique et culturel d'Israël. « Comme éducateurs de consciences, nous avons été incapables de rester impassibles et silencieux devant l'assaut indifférencié d'Israël sur la Bande de Gaza et ses institutions éducatives » ont-ils déclaré dans la presse. Ils veulent donc réagir par « des mesures punitives non-violentes similaires à celles appliquées à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid ».

Dernière initiative citée parmi les nombreuses en cours, les lecteurs de l'*Irish Times* du 31 janvier ont pu y voir un "appel irlandais pour une justice en Palestine" lancé par environ 300 signataires, dont des députés, des sénateurs, des leaders politiques (incluant Gerry Adams), des dirigeants de syndicats, des professeurs, des musiciens connus, des célébrités culturelles...

UJFP en bref

OTAN, c'est trop

Le 3 et 4 avril prochain, se tiendra simultanément à Strasbourg et à Kehl (Allemagne) le sommet de l'OTAN marquant son 60^e anniversaire. L' UJFP participera à cette occasion aux initiatives proposées par les divers acteurs. Voici un extrait de l'Appel national de Strasbourg dont nous sommes co-signataire :

« (...) Nous l'affirmons avec force: la France doit renoncer à son intégration dans le commandement militaire de l'OTAN. Elle doit rompre avec une politique aux visées dominatrices méprisant les droits des peuples.

Nous refusons la vision dangereuse et manichéenne de la "guerre des civilisations" et toutes réponses militaires aux crises mondiales et régionales.

Nous rejetons la course aux armements et refusons de vivre dans la crainte du recours à l'arme nucléaire. Il est inacceptable que les dépenses militaires engloutissent l'argent nécessaire à la satisfaction des besoins vitaux de l'humanité ; d'autant plus que les gouvernements voudraient faire payer aux peuples les dégâts du libéralisme financier

Nous exigeons la fermeture des bases militaires étrangères dans tous les pays. Pour construire un monde plus sûr et plus juste, nous voulons démilitariser et démocratiser les relations entre les peuples et établir de nouvelles formes de solidarité et de coopération. (...)

Gaza, décembre 2008-janvier 2009

Dessinateurs, photographes, écrivains, associations, « de tous horizons géographiques et culturels confondus » ont répondu à l'appel du jeune dessinateur Maximilien Le Roy, qui a voulu réagir avec ses armes à ce que son ami Mahmoud a subi sur place. Illustrations, bd, photos, reportages et textes de palestiniens, israéliens et européens, autant de regards croisés sur l'agression de la Bande de Gaza.

Certains apportent leur point de vue, d'autres illustrent simplement les récits recueillis de gazaouis pendant les événements. Citons notamment Alain Gresh et Mona Chollet (Monde Diplo), Rony Brauman, Simone Bitton, Isabelle Avran (AFPS), plusieurs chroniques de Michel Warschawski.

Parmi les textes que l'UJFP avait transmis, Maximilien a retenu notre texte commun avec l'Association des Travailleurs Maghrébins en France (Qui importe le conflit ?) et l'article de Pierre Stambul (Sionisme et Antisémitisme).

Ouvrage réalisé à chaud, mais qui dépasse et de loin un simple travail de circonstance. C'est une pièce à verser au procès auquel nous exigeons que les dirigeants israéliens soient traduits pour crimes de guerre.



Ouvrage à diffuser largement (le commander à l'UJFP ou à votre librairie BD habituelle)

UJFP réflexion

David et Goliath ou le mythe historique inversé

Depuis l'origine de son entreprise de colonisation, il y a à peu près un siècle, le mouvement sioniste, et l'Etat d'Israël par la suite, s'est vu comme une minorité persécutée et faible, aspirant à se faire une place au soleil. Brandissant la Bible comme droit de propriété et portant en bandoulière le terrible capital de souffrance des pogroms et des massacres nazis, le projet sioniste a réussi au-delà de tout pronostic : il a fondé un « petit Etat juif » au cœur et aux dépens d'une population arabe infiniment supérieure en nombre.

De nos jours, les historiens savent que dès la guerre de 1948, le rapport des forces militaires penchait déjà en faveur du jeune Etat, bien au delà de la représentation que s'en firent les premiers israéliens. Lors des trois guerres suivantes : 1956, 1967 et 1973, la puissance des forces armées israéliennes s'était encore notablement accrue et, à l'aide d'armements fournis par la France puis par les Etats-Unis, elle s'imposa face aux forces arabes qui lui étaient opposées.

Toutefois, depuis la guerre de « Kippour », en 1973, Tsahal (l'armée d'Israël) n'est manifestement plus confrontée à une menace militaire sérieuse, et de même, depuis lors, l'existence d'Israël ne s'est plus trouvée en danger. Les pilotes de l'armée israélienne ont cessé, depuis longtemps, d'accomplir des missions de combat ; à l'instar de la majorité des soldats, ils effectuent essentiellement des tâches de police. Force est de reconnaître que les principales missions dévolues à l'armée d'Israël, dotée des armes américaines les plus sophistiquées (chasseurs-bombardiers, drônes, fusées guidées, tanks, gilets-pare balles...) consistent à réprimer la population des territoires occupés qui de temps à autre tente, de façon désespérée et violente, de se révolter contre son triste sort.

« Tout Etat normal a le droit de défendre ses frontières et de répliquer lorsqu'il subit des bombardements de roquettes », affirment les porte-paroles d'Israël dans leurs vibrantes justifications de l'agression brutale contre Gaza. « Certes », pourrait répondre le premier contradicteur venu, « mais tout Etat normal sait aussi où sont ses frontières ! ». Or, Israël ne satisfait pas à ce critère de logique politique de base. Depuis 1967, il n'a pas cessé d'implanter des colonies dans des territoires qui ne sont pas reconnus comme lui appartenant, tout en se gardant, par ailleurs, de les annexer juridiquement afin de ne pas devoir accorder l'égalité civique à leurs habitants.

Si, jusqu'en 2002, Israël a pu justifier l'occupation de ces territoires au motif que le monde Arabe n'est pas disposé à reconnaître son existence, cette ligne de défense rhétorique est tombée lorsque la Ligue arabe, incluant l'OLP, a déclaré reconnaître Israël dans les frontières de 1967. L'Etat d'Israël n'a aucunement relevé ce défi diplomatique que tous ses dirigeants ont superbement ignoré. Il s'est retranché derrière une haute muraille de béton, tout en continuant de mordre dans les terres palestiniennes, d'élargir ses colonies et de maintenir son contrôle et sa présence militaires sur toute la Cisjordanie

« Nous sommes sortis de Gaza », affirme Israël, « Alors, pourquoi les palestiniens continuent-ils de nous attaquer à partir de là ? ». En fait, le retrait israélien de Gaza n'a constitué ni un geste envers les palestiniens ni un premier pas vers la paix. Bien au contraire ! Tout comme Ehud Barak a effectué le retrait du Liban sans accord afin de se soustraire à toute discussion sur l'évacuation du plateau du Golan, Ariel Sharon est sorti de la Bande de Gaza pour ne pas avoir à conclure avec les palestiniens un accord de paix qui aurait également comporté l'évacuation complète de la Cisjordanie et la renonciation à la partie arabe de Jérusalem. En fin de compte, les habitants du sud d'Israël qui subissent les bombardements de roquettes, paient le prix fort pour préserver l'intégralité et la tranquillité des colonies.

En vérité, Israël n'a jamais réellement quitté Gaza et n'a jamais accordé aux palestiniens qui y résident ne serait-ce qu'un semblant de souveraineté. Dès l'origine, l'intention était de créer une vaste

« réserve indienne » enclose, préfigurant l'instauration d'autres « réserves » similaires en Cisjordanie ; au cœur d'Eretz Israël. Si les palestiniens disposaient au moins d'une authentique poignée de souveraineté sur une parcelle de territoire, ils ne se verraient pas accusés d'introduire en contrebande des armes dans une zone relevant officiellement de leur autorité ; ils le feraient en pleine légalité et Israël serait obligé de reconnaître la légitimité de leur Etat. En fait, Israël récuse toute notion d'égalité, même fictive, entre elle-même et les palestiniens : elle leur dénie tout droit de se défendre. Le droit de se défendre doit demeurer un privilège israélien exclusif. C'est ainsi qu'Israël a catégoriquement rejeté la proposition faite par le Hamas d'une accalmie générale, incluant la Cisjordanie où l'Etat hébreu continuait de pratiquer sans retenue les « assassinats ciblés » de palestiniens armés. Il est donc reconnu et admis que le droit d'Israël « de se défendre » implique la neutralisation totale de toute force de résistance palestinienne.

Ce fut pour Israël une véritable aubaine de voir le Hamas remporter à Gaza les élections dont le caractère légal et régulier a été reconnu. Le refus de l'OLP d'accepter le verdict des urnes entraîna la scission du camp national palestinien et la création de deux zones d'influences distinctes. Gaza s'en trouva plus isolée, plus étranglée, plus violente et, surtout, plus ostracisée aux yeux du monde occidental. En Cisjordanie où l'on souriait encore à Israël, des pourparlers de paix s'ouvrirent avec les palestiniens « modérés ». L'humiliation et l'absence de contenu effectif des interminables discussions avec l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas ne suscitèrent pas la moindre tendance au compromis et eurent pour seul effet de conforter le Hamas intransigeant. Tout palestinien raisonnable est à nouveau porté à se dire qu'Israël n'a pas cessé de duper l'Autorité palestinienne, administrant la preuve que le seul langage qu'elle entende est bien celui de la force.

« Le pouvoir corrompt, et le pouvoir absolu corrompt absolument » a déclaré, en son temps, Lord Acton. Israël dispose d'un pouvoir absolu comme vient de l'illustrer sa récente agression contre Gaza. Israël a également montré que pour économiser la vie des « soldats juifs », elle est prête à sacrifier plusieurs centaines de civils « non juifs ». La majorité des victimes à Gaza ont été des femmes, des enfants, des vieillards. La plupart des combattants palestiniens ont été tués dans les bombardements aériens, par des tirs d'hélicoptères ou d'artillerie effectués depuis les tanks ou les navires de guerre, bien avant l'entrée en lice des forces d'infanterie terrestres. Ce type d'affrontement n'a pas empêché les communicants israéliens de magnifier avec fierté « la victoire sans précédent ! ».

Non loin des lieux-mêmes où la mythologie biblique en avait fait le récit, le géant Goliath est revenu, équipé, cette fois-ci, d'une énorme panoplie militaire. Mais les rôles sont désormais inversés : Goliath est devenu « juif » et il est le « vainqueur ». Le petit David est maintenant un « musulman », réprouvé et piétiné lors d'affrontements interminables. Il faut bien, hélas, le reconnaître : c'est précisément cet énorme déséquilibre des forces entre Israël et les palestiniens qui perpétue l'occupation de la Cisjordanie et rend la paix impossible.

Le dernier massacre à Gaza qui répondait, entre autres, à des objectifs électoraux, n'aura aucunement fait évoluer la situation dans le bon sens et, a fortiori, n'aura pas conforté le droit d'existence d'Israël au Moyen-Orient. Tant que les israéliens ne voudront pas se souvenir que les tireurs de roquettes artisanales sur la ville d'Ashkelon sont aussi les fils et les petits-fils de ceux qui en furent expulsés vers Gaza en 1950, il n'y aura pas d'avancée dans la solution du conflit. Celle-ci implique, en effet, de mieux comprendre la profonde colère de ceux qui subissent l'occupation, depuis au moins 41 ans !

Peut-on au moins espérer que ce massacre obligera enfin les Etats-Unis et l'Europe à se départir de leur indifférence afin d'obliger les réfractaires de la paix, héritiers des victimes juives d'hier, à un compromis plus équitable avec les victimes de la tragédie palestinienne qui dure encore aujourd'hui ?

Shlomo Sand

Plus de textes, plus d'info

Sur www.ujfp.org

Qui sommes nous ?

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a été fondée à Paris en avril 1994 - lors de la fête de Pessah de 5754 – comme section de l'Union Juive Internationale pour la paix (UJIP) disparue depuis. Elle est aujourd'hui membre de la Fédération des Juifs européens pour un Paix juste (EJJJP). Conscients de nos histoires, nous assumons notre rôle d'agir pour « créer un monde meilleur ».

Le sionisme a abouti à la création de l'Etat d'Israël qui nie le peuple palestinien et ses droits.

Le conflit entre Israéliens et Palestiniens ne peut donc être résolu qu'en mettant un terme à la domination d'un peuple par un autre, par la mise en oeuvre du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien et du droit de créer son propre Etat indépendant. Aucune solution juste et durable n'est possible sans un retrait total d'Israël de tous les territoires qu'il occupe depuis 1967 et sans le droit au retour des réfugiés palestiniens.

La forme étatique que les peuples de la région établiront dépendra de leur volonté et de l'évolution de leurs relations. Nous militons pour qu'elles évoluent dans le sens de l'égalité des droits de tous les habitants, d'une coopération mutuelle et d'une justice sociale ouvrant la voie à la paix.

L'UJFP regroupe des membres, Juifs ou non, qui oeuvrent ensemble

- pour le « vivre ensemble » en France comme au Proche Orient,
 - pour que des voix juives laïques et progressistes se fassent entendre,
- et sont partie prenante des combats contre tous les racismes et toutes les discriminations.

Parution prochaine du n°5

Abonnement pour 4 numéros 45 € tarif normal

ou 60 € tarif de soutien

Chèque à l'ordre de « UJFP / la revue »,

à envoyer à l'UJFP 21, ter rue Voltaire 75011 Paris



UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX

NOM

: _____

ADRESSE

: _____

VILLE : _____ TÉLÉPHONE

: _____

FAX : _____ E-Mail

: _____

Je souhaite être informé des activités de l'UJFP Je souhaite adhérer à l'UJFP. Ci-joint un chèque de :

50 € (membre actif) à partir de 50 € (membre de soutien) 10 € (chômeurs et précaires)

Veuillez libeller votre chèque à l'ordre de l'UJFP et l'envoyer à : UJFP, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS -

Tél. national : 06 61.33.48.22 – contact@ujfp.org - www.ujfp.org